EDITION D'HIER SOIR.

## Nouvelles de Matamores.

*Par le Crescent*, transport fédéral, arrivé hier de Brazos Santiago d'où il était parti le 17, nous a reçu des nouvelles fort extraordinaires de Matamores. Cortinas, le redoutable chef de partisans mexicains, après avoir fait fusiller le général Cobos et le col. Vila, était resté le maître de la ville que le gouverneur Ruiz avait été obligé d'abandonner. Mais ce dernier n'était resté à San Luis de Potosi où avait obtenu de Juarez quelques troupes pour reconquérir le siége de son gouvernement. Vers le 1er janvier, il n'était plus qu'à trois milles de Matamores quand Cortinas lui envoya des commissaires pour faire un arrangement. Il fut convenu que lui, ou qui appartenait au gouvernement, serait livré à Ruiz et que Cortinas serait nommé à la condition de rassembler ses troupes à San Luis et d'aider Juarez à chasser les français. Cortinas devait partir trois jours après.

Mais il ne le fit pas. Les trois jours étaient passés qu'il en trouvait encore campé avec tous ses hommes sur une des places publiques de la ville. Les forces de Ruiz occupaient la place principale. Il y avait alors à Matamores quelque chose de plus effrayant que la gloire d'aller combattre les soldats de France, c'était une assez forte somme d'espèces appartenant au gouvernement et déposée au trésor public. Les hommes de Cortinas en voulaient leur part. Il signifia donc sa volonté de rester si on ne lui remettait de l'argent. De là refus de Ruiz et conflit dans les rues de la ville. La action commença le 13 janvier à 8 heures du soir et dura toute la nuit avec un vacarme horrible.

Cortinas avait six pièces d'artillerie de campagne et Ruiz deux gros canons, ou de 24. Mais le dommage causé aux batteries fut très-léger à part quelques vitres cassées et quelques trous faits çà et là aux maisons de la ville. Durant le cours de la soirée le major général Herrmann détacha un détachement de troupes des Etats Unis à Matamores pour y prendre le drapeau américain et qu'on deux millions en espèces appartenant à des américains et au gouvernement fédéral.

Le jeudi, les hommes de Cortinas firent une sortie et capturèrent le gros canon de Ruiz ce fait fut décisif. Les troupes de ce dernier se firent désintégrer et leur chef fut bientôt obligé d'abandonner la partie une seconde fois et de traverser le Rio Grande pour prendre refuge à Brownsville où il se trouve actuellement. Cortinas, resté maître de la place, a adressé à ses soldats une proclamation triomphante où il les félicite de leur courage et les appelle de nouveau à combattre les étrangers. En attendant, il est le maître absolu de Matamores dont il étend ses fortifications pour mieux résister aux sanglantes représailles de Ruiz ou des Juaristes contre lui.

LA PAIX N'EST PAS LA TRAHISON.—Nous nous rappelons qu'il suffisait, il y a quelques mois, pour chiquer les nerfs de beaucoup d'hommes d'une loyauté contestable, de soutenir que la doctrine de la paix n'était en aucune manière une preuve de déloyauté—qu'un homme pouvait croire sincèrement qu'une paix immédiate était le meilleur moyen de rétablir l'Union et qu'il devait avoir la liberté de le dire et d'en user d'endoctriner les autres et cela, très ouvertement. Nous nous rappelons que tous les journaux radicaux s'indignaient à une pareille tolérance qui leur paraissait de la déloyauté et qu'ils redoublaient leurs dénonciations contre le *Herald*, journal favorable à la paix. Nous nous rappelons que l'administration voulut alors mettre un frein à la liberté de la parole et de la presse, en faisant exécuter des arrestations arbitraires, en exilant Vallandigham et en supprimant des journaux amis de la paix.

Mais les événements ont marché. M. Lincoln, sans avoir fait de rétractation formelle, reçoit en audience privée des hommes tout aussi prononcés pour la paix que Vallandigham, et le *Tribune* et le *Times*, bien qu'ils n'aient adressé au "World" aucune excuse pour leurs déclarations ou leurs interprétations erronées, sont très désireux aujourd'hui, nous sommes à même de l'affirmer, que le *News* vive et de plus que ce journal continue à propager la doctrine d'une paix immédiate et sans condition.

*New York World*

LES ARMEMENTS EN FRANCE.—On écrit de Paris le 18 décembre

Ces jours derniers, il a été question de désarmement. Nous en sommes bien loin aujourd'hui. Les rumeurs qui circulent sont dans un sens tout opposé; sans cela on n'en aurait pas plus voulu que tel ou tel autre bruit. Elles ne méritent l'attention, car, en admettant même le pis-aller, un gouvernement qui en monte d'un mois peut certainement tenir une armée, un commencement de paix ne peut pas être contremandé par la mobilisation de dernière heure et par la préparation prématurée. Il serait toujours temps d'agir en mars.

Ces bruits, du reste, après vérification faite, ne doivent naissance qu'aux nouvelles d'armements, jurés ici peu prouvées, aux quelles simultanément l'Autriche et la Russie prêtent, et un vaste événement pourrait se produire en peu de temps.

La seule chose qu'on sache de ce qui est incontestable, c'est que depuis quelque temps le ministère de la marine poursuit les investigations les plus minutieuses dans tout ce qui concerne la flotte, et que nous pourrions citer un nombre de bâtiments qui passent prendre la mer au premier signal.

ELECTIONS A PARIS.—Nous lisons dans un journal

On dit toujours que les futures élections de la Seine, doivent avoir lieu les 10 et 11 janvier. Dans tous les cas, les électeurs et notamment ceux de la 1re circonscription y paraîtront déjà. Dans cet arrondissement, la candidature de l'honorable M. Garnier Pagès a été imposée toute seule, et elle y a fait un progrès énorme. Ce n'est pas de la vanité, on exagère quand on dira que depuis huit jours M. Garnier Pagès a reçu plus de deux mille visites ou lettres d'adhésion.

## LIBERTÉ DE COMMERCE AVEC LE SUD.

(Du *N. York Express*)

Il y a quelque part dans le Sud à présent 3,000,000 de balles de coton environ. A 50 cents la livre, cela ferait 600 millions de piastres. Afin d'en avoir des nouvelles le "World" consulta l'adoption de la liberté immédiate du commerce sur les bords du Mississipi et invita M. Chase à révoquer ses restrictions à prohibitives. Il dit que nous pouvons, avec la parfaite liberté du commerce, faire arriver dans new maine d'ici un an jeu, pour 100 millions de piastres de coton de plus qu'avec le système actuel du département du trésor, et ce journal fait les prédictions suivantes:

"Sur ces recettes de coton pour 100 millions de piastres, le Nord réaliserait au moins un profit de 30 millions, sans compter l'avantage collatéral provenant de l'encouragement donné au coton à la place d'espèces pour payer l'Europe. L'achat au Sud d'une valeur de 100 millions de piastres de coton avec ces Greenbacks, diminuerait le montant de notre circulation fiduciaire, et aide à libérer les valeurs métalliques par la vente du coton. Le prix du l'or diminuerait naturellement, sous l'influence de cet échange du papier contre du coton, produit égal à l'or, et par ce moyen tous les prix tendraient à baisser vers le taux du specie. Si le gouvernement du trésor veut hâter une circulaire déclarant qu'étant de coton avec des Greenbacks, diminuerait le montant de notre circulation fiduciaire, et aide à libérer les valeurs métalliques par la vente du coton. Le prix de l'or diminuerait naturellement, sous l'influence de cet échange du papier contre du coton, produit égal à l'or, et par ce moyen tous les prix tendraient à baisser vers le taux du specie. Si le gouvernement du trésor veut hâter une circulaire déclarant qu'étant donné que le coton avec des Greenbacks aussi libre qu'il l'était avant la rébellion et c'est ce que dit la politique permanente du gouvernement, alors le prix de l'or baissera de 10 pour cent, dans l'espace d'une semaine et continuera à baisser jusqu'à ce qu'il soit à 115 ou 120.

"Quant à l'effet produit sur les planteurs du Sud, nous demandons si les rebelles avec 100 balles de Green backs dans leurs poches ne seraient pas plus favorablement disposés pour la reconstruction qu'avec une valeur pareille de coton au leur possession, valeur sujette à leur être enlevée aujourd'hui ou l'autre par les autorités fédérales ou rebelles.

### FRANCE.

Nous reproduisons la correspondance suivante de l'*Indépendance belge*, tout en faisant remarquer que ce journal est systématiquement hostile à la politique française et que ses assertions sont sujettes à caution.

Paris, 19 décembre.

Votre correspondant de Berlin confirme les dispositions que je vous indiquais de la part des grandes puissances relativement, au congrès. L'Autriche et la Russie, d'après ce que dit mon honorable collègue, vont peut-être former plus nettement leur refus au congrès. C'est exact quant au fait lui-même, car, en admettant même le pis-aller, un gouvernement qui en monte d'un mois peut certainement tenir une armée, un commencement de paix ne peut pas être contremandé par la mobilisation de dernière heure et par la préparation prématurée. Il serait toujours temps d'agir en mars.

Ces bruits, du reste, après vérification faite, ne doivent naissance qu'aux nouvelles d'armements, jurés ici peu prouvées, aux quelles simultanément l'Autriche et la Russie prêtent, et un vaste événement pourrait se produire en peu de temps.

La seule chose qu'on sache de ce qui est incontestable, c'est que depuis quelque temps le ministère de la marine poursuit les investigations les plus minutieuses dans tout ce qui concerne la flotte, et que nous pourrions citer un nombre de bâtiments qui passent prendre la mer au premier signal.

ELECTIONS A PARIS.—Nous lisons dans un journal

On dit toujours que les futures élections de la Seine, doivent avoir lieu les 10 et 11 janvier. Dans tous les cas, les électeurs et notamment ceux de la 1re circonscription y paraîtront déjà. Dans cet arrondissement, la candidature de l'honorable M. Garnier Pagès a été imposée toute seule, et elle y a fait un progrès énorme. Ce n'est pas de la vanité, on exagère quand on dira que depuis huit jours M. Garnier Pagès a reçu plus de deux mille visites ou lettres d'adhésion.

## LIBERTÉ DE COMMERCE AVEC LE SUD.

(Du *N. York Express*)

Il y a quelque part dans le Sud à présent 3,000,000 de balles de coton environ. A 50 cents la livre, cela ferait 600 millions de piastres. Afin d'en avoir des nouvelles le "World" consulta l'adoption de la liberté immédiate du commerce sur les bords du Mississipi et invita M. Chase à révoquer ses restrictions à prohibitives. Il dit que nous pouvons, avec la parfaite liberté du commerce, faire arriver dans new maine d'ici un an jeu, pour 100 millions de piastres de coton de plus qu'avec le système actuel du département du trésor, et ce journal fait les prédictions suivantes:

"Sur ces recettes de coton pour 100 millions de piastres, le Nord réaliserait au moins un profit de 30 millions, sans compter l'avantage collatéral provenant de l'encouragement donné au coton à la place d'espèces pour payer l'Europe. L'achat au Sud d'une valeur de 100 millions de piastres de coton avec ces Greenbacks, diminuerait le montant de notre circulation fiduciaire, et aide à libérer les valeurs métalliques par la vente du coton. Le prix de l'or diminuerait naturellement, sous l'influence de cet échange du papier contre du coton, produit égal à l'or, et par ce moyen tous les prix tendraient à baisser vers le taux du specie. Si le gouvernement du trésor veut hâter une circulaire déclarant qu'étant donné que le coton avec des Greenbacks aussi libre qu'il l'était avant la rébellion et c'est ce que dit la politique permanente du gouvernement, alors le prix de l'or baissera de 10 pour cent, dans l'espace d'une semaine et continuera à baisser jusqu'à ce qu'il soit à 115 ou 120.

"Quant à l'effet produit sur les planteurs du Sud, nous demandons si les rebelles avec 100 balles de Green backs dans leurs poches ne seraient pas plus favorablement disposés pour la reconstruction qu'avec une valeur pareille de coton au leur possession, valeur sujette à leur être enlevée aujourd'hui ou l'autre par les autorités fédérales ou rebelles.

### FRANCE.

Nous reproduisons la correspondance suivante de l'*Indépendance belge*, tout en faisant remarquer que ce journal est systématiquement hostile à la politique française et que ses assertions sont sujettes à caution.

Paris, 19 décembre.

Votre correspondant de Berlin confirme les dispositions que je vous indiquais de la part des grandes puissances relativement, au congrès. L'Autriche et la Russie, d'après ce que dit mon honorable collègue, vont peut-être former plus nettement leur refus au congrès. C'est exact quant au fait lui-même, car, en admettant même le pis-aller, un gouvernement qui en monte d'un mois peut certainement tenir une armée, un commencement de paix ne peut pas être contremandé par la mobilisation de dernière heure et par la préparation prématurée. Il serait toujours temps d'agir en mars.

Ces bruits, du reste, après vérification faite, ne doivent naissance qu'aux nouvelles d'armements, jurés ici peu prouvées, aux quelles simultanément l'Autriche et la Russie,